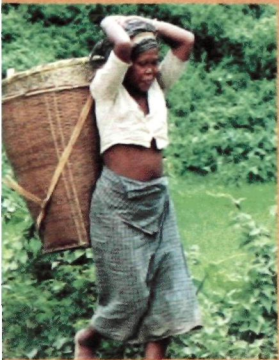


A l'automne 2000, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) lançait un processus de consultation sur l'élaboration d'une stratégie à long terme pour le Programme canadien d'aide internationale. Au-delà de la discussion sur les réformes



Philip Gain

au sein de l'Agence, la stratégie proposée ouvre le débat sur le rôle moral et politique du Canada dans la lutte pour éliminer la pauvreté dans le monde. Il s'agit en fait de repenser le modèle de développement actuel et de revoir l'articulation des actions de divers acteurs gouvernementaux afin de développer une approche cohérente et efficace en matière de lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud globalisé.

**Solidarité**  
inter  
nationale



Claudine Sauvé

### Une nouvelle stratégie pour le développement? Le consensus des pays riches

En 1996, l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) proposait une stratégie de développement intégré dans une étude phare intitulée Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Quatre ans plus tard, c'était au tour de la Banque mondiale d'épouser l'idée d'un modèle de développement intégré. Pour les pays membres de l'OCDE, il s'agit là d'une véritable victoire marquée par l'émergence d'un consensus pour un développement intégré.

Ce nouveau consensus prétend humaniser le «consensus de Washington» qui depuis les années 80 proposait des réformes macro-économiques, la rationalisation des gouvernements, la libéralisation du commerce et la dépendance à l'égard du marché d'exportation. Le «nouveau consensus», fruit d'une série de sommets mondiaux tenus au cours des années 90, s'articule autour des objectifs suivants: réduction de moitié de l'extrême pauvreté; réduction des deux tiers de la mortalité infantile; accès à des services de santé primaires, dont des services de santé reproductive; progrès tangibles en matière d'égalité des sexes et mise en œuvre de stratégies nationales de développement durable.

Par contre, le nouveau «consensus» ignore les échecs essayés au cours de cinq décennies passées et affirme que le bilan du «développement» dans le Sud globalisé est positif. Les pays donateurs semblent convaincus que le «modèle de développement intégré» qui se trouve au cœur du «consensus» n'est pas seulement le meilleur modèle mais en fait, le seul modèle possible. Ils ne peuvent donc que souscrire à son efficacité bien que la réalité fasse tous les jours la preuve du contraire; en valeur absolue le nombre de pauvres ne cesse de croître et le fossé entre riches et pauvres de s'élargir. Il s'agit en fait de savoir si le «modèle intégré» – libre capitalisme et «liberté» des marchés – convient à la majorité des pauvres dans le monde. Les prescriptions des politiques néolibérales, telles qu'elles existent, n'ont pas pu et ne peuvent pas profiter aux pauvres ni à la croissance «en faveur des pauvres».

Comme l'observait récemment Yao Graham de Third World Network-Africa au Ghana, il s'agit en fait d'un consensus forcé enraciné dans une «monoculture du développement». Selon lui: «l'accès aux marchés n'est pas le développement; l'améliorer ne garantit ni ne favorise le développement».

### Éliminer la pauvreté dans le monde

Éliminer la pauvreté c'est transformer les structures responsables de la misère des uns et de l'opulence des autres. La justice et l'élimination de la pauvreté relèvent des droits de la personne universellement reconnus. Il ne s'a-

# REPENSER l'aide au développement



Rita Morbia

git ni de charité ni d'un sursaut humanitaire. L'axe politique et éthique autour duquel doivent s'articuler les relations du Canada avec le Sud globalisé et le programme d'aide au développement doit être fondé sur les droits de la personne, non pas sur la charité ni sur une vague promesse de développement «neutre». Cela signifie que le gouvernement et les Canadiens ont un rôle

actif à jouer dans la promotion de la justice et de la protection et la défense des droits de la personne. Il faut aussi assurer la cohérence entre les différentes composantes de la politique étrangère canadienne.

L'OCDE termine présentement la mise en place de lignes directrices communes pour réduire la pauvreté. Celles-ci rappellent la nécessité d'adopter des politiques cohérentes, principalement dans les domaines suivants: commerce international et investissements directs; agriculture et sécurité alimentaire; flux financiers internationaux; ressources naturelles et environnement; questions sociales et gouvernance et conflits. Or, au Canada, comme dans la plupart des pays membres de l'OCDE, les conflits d'intérêt sont révélateurs. Ainsi, dans le domaine de la sécurité, le Canada fait la promotion de la paix tout en subventionnant la production et l'exportation d'armes et d'équipement militaires. Dans le domaine de l'environnement, le Canada prône la maîtrise de la consommation énergétique dans d'autres pays alors que notre consommation par habitant d'énergie et d'autres ressources dépasse de loin celle des pays du Sud. Enfin, dans le domaine de la santé, le Canada défend et protège agressivement les brevets des grandes sociétés pharmaceutiques, faisant fi des tentatives des pays du Sud globalisé de produire des médicaments génériques à l'intention des marchés intérieurs et régionaux.

**«L'accès aux marchés n'est pas le développement; l'améliorer ne garantit ni ne favorise le développement».**

### Pour une politique canadienne cohérente

La cohérence des politiques du Canada à l'égard du Sud globalisé et de son engagement à éliminer la pauvreté dans le monde est au cœur du débat sur la réforme de l'ACDI et du programme canadien d'aide au développement. Nombreux sont ceux et celles qui croient que le rôle de l'ACDI devrait être renforcé comme chef de file de la politique étrangère afin d'influencer les politiques publiques, d'assurer une plus grande cohérence des politiques fédérales ayant une incidence sur le développement et d'en suivre l'évolution.

Aujourd'hui, la réputation de l'ACDI pour son leadership et son esprit innovateur est en jeu. Le rôle de l'Agence a été sacrifié à l'autel du commerce international, de la politique étrangère et des nécessités politiques de l'heure. Le débat n'est pas neuf. Cependant, la consultation lancée par l'ACDI sur sa stratégie à long terme appelle à la réflexion et exige la mobilisation du public pour qu'un véritable dialogue s'installe sur la nécessité d'arrimer toutes les politiques autour de la lutte pour l'élimination de la pauvreté.

Pour une version plus élaborée de la position d'Inter Pares face à la stratégie à long terme de l'ACDI, voir le site du CCCI: [www.web.ca/ccic-ccci](http://www.web.ca/ccic-ccci)



INTER PARES  
MISE EN ŒUVRE PAR CHARRIS, MARIE-ÉLISE  
ÉDUCATEUR POUR LE CHANGEMENT, ENTRE ÉGAL

INTER PARES, une organisation de justice sociale, œuvre depuis 1975 à créer des liens avec des groupes du tiers monde et à appuyer des programmes de développement communautaire. INTER PARES travaille aussi à sensibiliser le public canadien et à faire des pressions politiques pour favoriser la compréhension des causes, des effets et des solutions au problème de pauvreté.

INTER PARES 58, rue Arthur, Ottawa (Ont.) K1R 7B9 • Tél.: (613) 563-4801 • Téléc.: (613) 594-4704

Cet espace est retenu et payé par: **AQOCI DÉVELOPPEMENT ET PAIX INTER PARES OXFAM-QUÉBEC**  
organismes de coopération internationale voués au développement de solidarités entre les peuples d'ici et d'ailleurs.  
Avec l'appui du Gouvernement du Québec.

Conception graphique: Philippe Langlois